FCP CEA MAXULA

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Opinion avec réserve

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds communs de placement « FCP CEA MAXULA », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 2.069.742, un actif net de D : 2.053.057 et un bénéfice de D : 224.226.

À notre avis, à l'exception de l'incidence éventuelle du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le système d'information et les procédures mises en place ne permettent pas de vérifier le respect de façon permanente, des conditions d'affectation prévues par l'article 2 du décret n°99-2773 du 13 décembre 1999 relatif à la fixation des conditions d'ouverture des « Comptes Epargne en actions », des conditions de leur gestion et de l'utilisation des sommes et titres qui y sont déposés, tel que modifié par les décrets n°2002-1727 du 29 juillet 2002 et n°2005-1977 du 11 juillet 2005.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Paragraphe d'observation

Les emplois en titres émis par OFFICE PLAST représentent à la clôture de l'exercice 11,41% du total des actifs se situant ainsi au-dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 du code des organismes de placement collectif.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de

notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne, autres que celle développée dans la section « fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport.

Tunis, le 28 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes :

FINOR

Karim DEROUICHE

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
Portefeuille-titres	4	2 048 910	2 339 698
Actions et droits rattachés		2 048 910	2 339 698
Placements monétaires et disponibilités		20 742	48 948
Placements monétaires	5	20 742	48 948
Créances d'exploitation		90	78
TOTAL ACTIF		2 069 742	2 388 724
PASSIF			
Opérateurs créditeurs	6	8 190	9 358
Autres créditeurs divers	7	8 495	273
TOTAL PASSIF		16 685	9 631
ACTIF NET			
Capital	8	2 029 044	2 342 091
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice		24 013	37 002
ACTIF NET		2 053 057	2 379 093
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		2 069 742	2 388 724

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars)

	<i>Note</i>	<i>Année 2024</i>	<i>Année 2023</i>
Revenus du portefeuille-titres	9	59 320	67 610
Dividendes		59 320	67 610
Revenus des placements monétaires	10	2 043	2 758
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		61 363	70 368
Charges de gestion des placements	11	(33 184)	(35 920)
REVENU NET DES PLACEMENTS		28 179	34 448
Autres charges	12	(2 153)	(2 330)
RESULTAT D'EXPLOITATION		26 026	32 118
Régularisation du résultat d'exploitation		(2 013)	4 884
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		24 013	37 002
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		2 013	(4 884)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		131 078	(164 639)
Plus ou moins values réalisées sur cessions de titres		84 286	172 344
Frais de négociation de titres		(17 164)	(20 031)
RESULTAT DE L'EXERCICE		224 226	19 792

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	Année 2024	Année 2023
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	<u>224 226</u>	<u>19 792</u>
Résultat d'exploitation	26 026	32 118
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	131 078	(164 639)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	84 286	172 344
Frais de négociation de titres	(17 164)	(20 031)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	<u>(550 262)</u>	<u>149 588</u>
Souscriptions		
- Capital	807 585	1 867 834
- Régularisation des sommes non distribuables	14 519	64 440
- Régularisation des sommes distribuables	4 101	11 591
Rachats		
- Capital	(1 340 914)	(1 731 991)
- Régularisation des sommes non distribuables	(29 439)	(55 579)
- Régularisation des sommes distribuables	(6 114)	(6 707)
VARIATION DE L'ACTIF NET	<u>(326 036)</u>	<u>169 380</u>
ACTIF NET		
En début de l'exercice	2 379 093	2 209 713
En fin de l'exercice	2 053 057	2 379 093
NOMBRE DE PARTS		
En début de l'exercice	9 872	9 292
En fin de l'exercice	7 624	9 872
VALEUR LIQUIDATIVE	<u>269.289</u>	<u>240.994</u>
TAUX DE RENDEMENT	<u>11.74%</u>	<u>1.34%</u>

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« FCP CEA MAXULA » est un fonds commun de placement de catégorie mixte éligible aux comptes épargne en action (CEA), régi par le code des organismes de placement collectif et le décret n° 99-2773 du 13 décembre 1999 relatif à la fixation des conditions d'ouverture des comptes épargne en actions, des conditions de leur gestion et de l'utilisation des sommes et titres qui y sont déposés, tel que modifié par les décrets n°2002-1727 du 29 juillet 2002 et n°2005-1977 du 11 juillet 2005.

Il a été créé à l'initiative de la Société MAXULA BOURSE et d'AMEN BANK et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 28 Décembre 2007.

Il a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à D : 100.000 divisé en 1.000 parts de D : 100 chacune. Sa durée de vie est de 99 ans à compter de la date d'ouverture au public, soit le 04 Mai 2009.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

« FCP CEA MAXULA » est un fonds commun de placement de capitalisation.

Le dépositaire de ce fonds est l'AMEN BANK. Le gestionnaire étant MAXULA BOURSE.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le fonds sans que la totalité des frais de courtage ne dépasse annuellement 0,5% de l'actif net.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

3.2- Evaluation des placements en actions admises à la cote

Les placements en actions admises à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 décembre 2024 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 2.048.910 et se détaille ainsi :

Code ISIN		Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
	Actions & droits rattachés		2 071 416	2 048 910	99.80%
TN0003400058	AMEN BANK	2 462	86 425	88 849	4.33%
TN0003600350	ATB	24 995	73 317	69 511	3.39%
TN0004700100	ATL	16 995	65 266	72 008	3.51%
TN0001900604	BH BANK	2 700	35 748	34 290	1.67%
TN0006720049	BH LEASING	2 092	7 672	7 594	0.37%
TN0001800457	BIAT	1 183	98 991	110 941	5.40%
TN0001300557	BTE (ADP)	2 000	7 920	6 700	0.33%
TN0007400013	CARTHAGE CEMENT	10 067	22 499	21 674	1.06%
TN0007550015	CITY CARS	9 117	115 445	114 892	5.60%
TN0007570013	EURO-CYCLES	15 102	207 079	177 645	8.65%
TN0003200755	ICF	1 700	135 254	166 753	8.12%
TN0006440010	MAGASIN GENERAL	1 000	13 226	6 990	0.34%
TN0007700016	OFFICE PLAST	144 592	257 869	236 119	11.50%
TN0007530017	ONE TECH HOLDING	13 000	124 256	120 965	5.89%
TN0005700018	P.G.H	3 553	31 754	30 424	1.48%
TN0007610017	SAH	12 000	103 255	121 404	5.91%
TN0007730013	SANIMED	72 202	128 129	106 137	5.17%
TN0001100437	SFBT	11 500	148 007	133 998	6.53%
TN0007630015	SOTIPAPIER	3 000	14 719	16 278	0.79%
TN0006560015	SOTUVER	10 000	103 991	126 920	6.18%
TN0007270010	T.P.R	13 700	84 958	86 611	4.22%
TN0007720014	UNIMED	27 248	205 636	192 207	9.36%
	TOTAL		2 071 416	2 048 910	99.80%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au 31</u> <u>décembre</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
<u>Soldes au 31 décembre 2023</u>	2 493 282	(153 584)	2 339 698	
Acquisitions de l'exercice				
Actions	2 447 933		2 447 933	
Cessions de l'exercice				
Actions	(2 869 799)		(2 869 799)	84 286
Variation des plus ou moins value potentielles sur portefeuille titres		131 078	131 078	
<u>Soldes au 31 décembre 2024</u>	2 071 416	(22 506)	2 048 910	84 286

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 20.742 se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
Dépôts à vue			
Amen Bank au taux de 2%	20 335	20 742	1.01%
TOTAL	20 335	20 742	1.01%
Pourcentage par rapport au total des Actifs			1.00%

Note 6 : Opérateurs créditeurs

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D : 8.190 contre D : 9.358 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération du gestionnaire	7 560	8 638
Rémunération du dépositaire	630	720
Total	<u>8 190</u>	<u>9 358</u>

Note 7 : Autres créditeurs divers

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D : 8.495 contre D : 273 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Redevance du CMF	177	200
Retenues à la source	63	73
Solde des souscriptions et des rachats de la dernière journée	8 255	-
Total	<u>8 495</u>	<u>273</u>

Note 8 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de l'exercice se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023

Montant	2 342 091
Nombre de parts	9 872
Nombre de copropriétaires	77

Souscriptions réalisées

Montant	807 585
Nombre de parts émises	3 404
Nombre de copropriétaires nouveaux	1

Rachats effectués

Montant	(1 340 914)
Nombre de parts rachetées	(5 652)
Nombre de copropriétaires sortants	(15)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	131 078
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	84 286
Régularisation des sommes non distribuables	(6 494)
Frais de négociation de titres	(17 164)
Résultat incorporé à la V.L	37 002
Régularisation du résultat incorporé à la V.L	(8 426)

Capital au 31-12-2024

Montant	2 029 044
Nombre de parts	7 624
Nombre de copropriétaires	63

Note 9 : Revenus du portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à D : 59.320 contre D : 67.610 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	Année 2024	Année

		2023
<u>Dividendes</u>		
Des actions et valeurs assimilées admises à la cote	59 320	67 610
TOTAL	59 320	67 610

Note 10 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à D : 2.043 contre D : 2.758 au 31 décembre 2023 et représente les intérêts des dépôts à vue.

Note 11 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève à l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à D : 33.184 contre D : 35.920 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération du gestionnaire	30 631	33 157
Rémunération du dépositaire	2 553	2 763
Total	33 184	35 920

Note 12 : Autres charges

Les autres charges s'élèvent au 31 décembre 2024 à D : 2.153 contre D : 2.330 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Redevance du CMF	2 145	2 322
Autres	8	8
Total	2 153	2 330

Note 13 : Autres informations

13.1. Données par part et ratios pertinents

<u>Données par part</u>	<u>2024</u>	<u>2023</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus des placements	8.049	7.128	7.676	5.944	3.946
Charges de gestion des placements	(4.353)	(3.639)	(3.580)	(3.429)	(3.478)
Revenus net des placements	3.696	3.489	4.095	2.515	0.469
Autres charges	(0.282)	(0.236)	(0.232)	(0.222)	(0.224)
Résultat d'exploitation (1)	3.414	3.253	3.863	2.293	0.244
Régularisation du résultat d'exploitation	(0.264)	0.495	(0.266)	0.145	(0.135)
Sommes distribuables de l'exercice	3.150	3.748	3.597	2.438	0.109
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	17.193	(16.677)	2.184	(5.196)	3.511
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	11.055	17.458	12.771	16.985	4.702
Frais de négociation de titres	(2.251)	(2.029)	(1.776)	(1.772)	(2.003)
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	25.997	(1.249)	13.179	10.017	6.210
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	29.411	2.005	17.042	12.310	6.454
Résultat non distribuable de l'exercice	25.997	(1.249)	13.179	10.017	6.210
Régularisation du résultat non distribuable	(0.852)	0.686	(0.067)	(0.798)	1.325
Sommes non distribuables de l'exercice	25.145	(0.562)	13.112	9.219	7.535
Valeur liquidative	269.289	240.994	237.808	221.099	209.443
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion des placements / actif net moyen	1.71%	1.52%	1.56%	1.59%	1.69%
Autres charges / actif net moyen	0.11%	0.10%	0.10%	0.10%	0.11%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	1.23%	1.57%	1.57%	1.13%	0.05%

13.2 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de "FCP CEA MAXULA" est confiée à la Société d'intermédiation en bourse "MAXULA BOURSE". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1,2% HT l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Amen Bank assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle de 0,1% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien, avec un minimum de D : 1.000 dinars HT pour les deux premières années. Ce minimum est porté à D : 2.000 dinars HT à partir de la troisième année.